



**académie de
Versailles**

Déclaration liminaire de la CGT Educ'action Versailles.

Il n'aura pas fallu bien longtemps pour que chaque collègue constate le chaos dans les écoles et les établissements : pénurie de personnels, aucun remplacement, présence aléatoire des élèves, inflation des tâches administratives, culpabilisation et mépris de la communauté éducative... Les directives, annoncées dans un article payant du Parisien la veille de la rentrée, sont absurdes et représentent une provocation. Comment peut-on supporter une telle gestion de la part de notre ministère ? Depuis plus d'une semaine, les collègues doivent faire face à l'incapacité de faire fonctionner le protocole, le 46^{ème} depuis le début de la crise. Cela donne un nombre conséquent de situations où les collègues sont en première ligne. Dans le premier degré, les tensions se multiplient avec les parents qui doivent multiplier les tests. Le contrôle de la situation sanitaire est devenu la principale tâche des équipes. Dans le second degré, les effectifs de classe fluctuent rendant ainsi impossible une réelle continuité pédagogique. Cela renvoie d'ailleurs à la fonction même de l'Ecole. Quel est son rôle aujourd'hui ? Garder les élèves pour maintenir le taux de profit ?

Nous attendons avec impatience les réponses qui vont nous être apportées et qui salueront le travail des équipes sans apporter de réelles réponses aux demandes des personnels. Au regard de la situation que nous subissons, des collègues se sont mobilisés depuis la rentrée. Aujourd'hui 11 janvier, la CGT Educ'action Versailles soutient l'appel à la grève pour dire stop au mépris des personnels et des élèves. Cet appel se construit en lien avec le secteur de la santé également en grève aujourd'hui. Nos problématiques sont les mêmes. Les politiques dogmatiques de réduction des effectifs ou des lits au sein de l'hôpital nous ont conduit à cette situation de crise où nous ne sommes plus en capacité de répondre aux besoins de la population. Dans notre secteur, il n'y a plus depuis bien longtemps de capacité de remplacements. On peut dès lors interroger la politique de recrutement de non-titulaires dans l'académie. Nous nous étions mobilisés à la fin de l'année scolaire pour exiger le réemploi des non-titulaires. Aujourd'hui, nous posons la question de combien de personnels manque-t-il pour répondre aux besoins d'enseignement ? Combien de classes restent sans enseignant.e.s ? L'abaissement du niveau d'exigence en termes de qualification tout comme l'appel aux retraités ne sont pas des bons signaux en termes de fonctionnement de notre ministère. Cela en dit long sur notre capacité à attirer des talents pour reprendre un mot qui vous est cher Mme la rectrice mais qui semble bien vide de sens. Il est possible que le cercle des cadres propose des pistes pour répondre à ces questions. Dans un premier temps, nous attendons déjà les vôtres.

D'un point de vue matériel, on peut s'interroger également sur la cohérence entre les annonces et les faits. Où en sommes-nous de l'arrivée des purificateurs d'air dans les écoles et les établissements ? Il est à noter que l'utilisation de ce type de matériel ne s'arrête pas à cette seule crise sanitaire mais apparaît bien comme un plus pour les Ecoles et les établissements. Même question pour les capteurs de CO2 ?

Mais plus globalement, la crise sanitaire est un excellent révélateur des analyses que nous faisons depuis plusieurs années. Bien entendu, il y aura tous les satisfécits allant du ministre jusqu'à notre rectorat pour affirmer que nous avons peu fermé les écoles. Mais pour y faire quoi ? La situation des élèves à tous les niveaux est inquiétante. Nous faisons les constats aussi bien dans le premier que dans le second degré que la fracture éducative n'a jamais été aussi béante. Ce constat entraîne aussi une perte de sens dans nos métiers et les multiples retours que vous devez avoir traduisent un découragement de la part des équipes auquel s'ajoute l'impression réelle d'être méprisé par notre hiérarchie. Il sera intéressant de faire un bilan des demandes de démissions, de changement de ministère, de disponibilités pour faire une analyse objective de la situation.

Dans le même temps, alors même que les besoins sont immenses pour les élèves, nous continuons à supprimer des moyens. Il ne s'agit pas seulement de suivre et d'anticiper la courbe démographique mais bien de supprimer des moyens de fonctionnement et notamment en éducation prioritaire. C'est le constat que nous faisons depuis plusieurs années. Le recours dogmatique à l'IPS et ses conséquences sur la marge qualitative ne permettent plus un contrôle réel des moyens de fonctionnement. Ce pilotage au plus près n'est finalement qu'une gestion déguisée de l'austérité. Quelle est la logique de baisser les moyens en particulier dans le second degré alors même que nous analysons le fait que les besoins des élèves sont d'autant plus importants avec la crise sanitaire que nous traversons. Dans le premier degré, l'affichage sur les REP et les REP + ne doit pas masquer les besoins des autres écoles. Il s'agit de mettre en place un plan d'urgence dans l'éducation qui permette de réduire la fracture scolaire à l'œuvre dans notre société. Ses conséquences seront majeures à moyen et long termes.

Il s'agit aussi de prendre en compte les revendications salariales. La crise sanitaire ne doit pas masquer que les rémunérations des personnels doivent être largement revues à la hausse. Le Grenelle de l'Éducation était une mascarade dont l'unique but était de mettre en place une individualisation des carrières et le recours massif aux primes. Ce n'est pas ça revaloriser un métier. Cela passe en premier lieu par un dégel du point d'indice et un rattrapage immédiat de 400 euros pour tous les personnels. Dans ces conditions, nous pourrions parler d'attractivité du métier. Cela signifie aussi de s'attaquer sérieusement aux salaires les plus bas dans notre secteur et notamment celui des AESH dont les postes sont, logiquement, loin d'être tous pourvus. Nous continuons à revendiquer un véritable statut pour ces personnels.

Dans ce contexte particulièrement explosif, nous appelons à la grève jeudi 13 janvier prochain dans une large intersyndicale et avec les parents d'élèves pour une autre gestion de l'épidémie à l'École avec les moyens et les protections pour faire face à la crise en élaborant un protocole viable et qui ne mette pas en difficulté les personnels sur la gestion des cas positifs, des cas contacts et des campagnes de tests préventifs, en dotant d'équipements de protection les personnels, les écoles et les établissements et en attribuant les moyens humains nécessaires notamment par la création de postes via les listes complémentaires tout en programmant dès maintenant un collectif budgétaire.

Nous appelons à la grève aussi vendredi 14 janvier contre l'article 41 du projet de loi 3DS.

Mais nous faisons également le lien avec la mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier prochain où nous exigerons une revalorisation immédiate des salaires et un plan d'urgence pour l'éducation.